La réputation comme objectif réglementaire

Dr Alexander Ressos, TEP
Attorney-at-Law (Switzerland and Germany),
Solicitor (England & Wales and Hong Kong)
Of Counsel, KGP Legal LLC
alexander.ressos@kgplegal.com.sg
www.ressos.com.sg

La confiance, un actif de l'État

Singapour traite la réputation de sa place financière comme un bien public, comparable à sa monnaie ou à son port. L'Inter-Ministerial Committee (comité interministériel) a ouvert son rapport en affirmant que la confiance est « la pierre angulaire d'une place financière et d'affaires solide ».[1] La National Anti-Money Laundering Strategy (stratégie nationale de lutte contre le blanchiment d'argent), publiée plus tard le même mois, indique que la lutte contre les flux illicites renforce la réputation de Singapour en tant que place financière internationale digne de confiance.[2]

La raison tient à la situation de Singapour. Un petit État sans ressources naturelles dépend de la volonté des entreprises et des gouvernements étrangers de faire confiance à ses institutions. Une perte de cette confiance affecterait la correspondance bancaire, la disposition des autorités de surveillance étrangères à coopérer et les décisions des entreprises légitimes qui constituent l'essentiel de la place. Le coût d'une réputation d'argent sale retomberait donc sur l'ensemble de l'économie, bien au-delà des établissements concernés.

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Promotion et surveillance au sein d'une même autorité

Les deux chocs ont aussi mis à l'épreuve une caractéristique du système singapourien décrite au chapitre C.V. La Monetary Authority of Singapore (MAS, l'autorité monétaire et de surveillance financière) est à la fois l'autorité de surveillance du secteur financier et une agence chargée de le développer. Les critiques y voient un conflit d'intérêts, puisqu'un régulateur qui courtise la fortune pourrait hésiter à sanctionner les établissements qui l'apportent. Le bilan des deux affaires va dans l'autre sens. Dans l'affaire 1MDB, la MAS a fermé deux banques et en a sanctionné six autres, dont la plus grande banque locale. En 2025, elle a sanctionné le groupe UOB, l'un des trois groupes bancaires locaux, ainsi que certaines des banques privées internationales les plus en vue.

La structure légale soutient ce choix. En vertu du MAS Act, comme l'explique le chapitre E.I, le développement de la place financière est subordonné à sa solidité. Les affaires montrent que la MAS a appliqué cette hiérarchie lorsque cela comptait. Elles montrent aussi les limites de la surveillance. Dans les deux cas, les agissements s'étaient poursuivis pendant des années avant d'être détectés.

L'évaluation du GAFI de 2026

L'épreuve extérieure est venue avec l'évaluation mutuelle du Groupe d'action financière (GAFI). La précédente évaluation, en 2016, avait constaté un cadre juridique et institutionnel solide.[3] Le rapport du cinquième cycle, publié le 6 mai 2026, a conclu que Singapour dispose d'« un cadre et d'un processus robustes et efficaces de lutte contre le blanchiment d'argent ». Il a placé Singapour en suivi régulier, la procédure réservée aux membres qui ont obtenu de bons résultats, ce que la MAS a présenté comme une amélioration par rapport aux résultats de 2016.[4]

Le GAFI a aussi relevé des axes d'amélioration. La sensibilisation aux risques de financement de la prolifération pourrait progresser dans certains secteurs, dont les bureaux de représentation des États du pavillon étrangers. Singapour pourrait également renforcer ses mesures d'atténuation des risques à l'égard des personnes

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

morales et des constructions juridiques étrangères.[5] Le second point concerne directement l'affaire de 2023, dans laquelle des sociétés étrangères ont joué un rôle central, ainsi que les structures de trust qu'examine le chapitre E.IV.

Le coût de la vigilance

Un régime plus strict a un coût. L'entrée en relation prend plus de temps, les dossiers s'épaississent et certains clients légitimes jugent les exigences intrusives. Le gouvernement a reconnu ouvertement cette tension, comme le montre l'insistance du comité sur une approche fondée sur les risques. L'équilibre actuel cherche à réserver l'examen le plus poussé aux clients dont le patrimoine est important, récent et difficile à expliquer, tout en permettant de servir les clients ordinaires dans un délai raisonnable.

Les incitations en faveur des family offices examinées au chapitre E.III ont constitué le point de tension le plus visible. La croissance rapide des single family offices avait apporté à Singapour une fortune nouvelle considérable, tandis que les perquisitions de 2023 ont attiré l'attention du public sur les contrôles appliqués aux fondateurs de ces structures. Le chapitre E.III décrit l'évolution des conditions de ces incitations. L'épisode illustre la leçon générale de ce chapitre. Une place qui se présente aux fortunes du monde entier doit s'attendre à ce que certaines d'entre elles mettent ses défenses à l'épreuve. Sa réputation dépend alors de la manière dont elle réagit.

Notes

1. Inter-Ministerial Committee on Anti-Money Laundering, *Report*, octobre 2024, avant-propos : « Trust is the cornerstone of a sound financial centre and business hub. » ↩
2. Monetary Authority of Singapore, *National Anti-Money Laundering Strategy*, 30 octobre 2024, chapitre 1 : la stratégie vise les activités illégales et les flux de fonds illicites et « reinforces Singapore's reputation as a trusted international » place financière et d'affaires. ↩

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

3. Inter-Ministerial Committee on Anti-Money Laundering, *Report*, octobre 2024, encadré « What is the Financial Action Task Force? » : dans son évaluation mutuelle de 2016, le GAFI a jugé Singapour « to have a strong legal and institutional framework to fight money laundering and terrorism financing ». ↩
4. Monetary Authority of Singapore, « Singapore has a robust framework for combatting financial crime, according to international body », communiqué de presse, 6 mai 2026 (mas.gov.sg, consulté en novembre 2026) : le GAFI a constaté que Singapour dispose d'« a robust and effective framework and process to counter money-laundering » ; Singapour placée en suivi régulier, une amélioration par rapport à ses résultats du quatrième cycle en 2016. ↩
5. Monetary Authority of Singapore, « Singapore has a robust framework for combatting financial crime, according to international body », 6 mai 2026 : axes d'amélioration concernant la sensibilisation au risque de financement de la prolifération dans des secteurs tels que les bureaux de représentation des États du pavillon étrangers et l'atténuation des risques à l'égard des personnes morales et des constructions juridiques étrangères. ↩

Disclaimer

This article is provided for general information only. It is based on publicly available sources as at its date of publication. These sources have not been independently verified against licences, regulatory registers or the records of the entities concerned. It is not legal, tax, financial or investment advice. Nor is it a recommendation to invest in, transact with or use the services of any entity mentioned. Law and regulation change frequently, so the content may be incomplete or outdated. To the fullest extent permitted by law, Dr Alexander Ressos and the publisher of SingaporeIQ exclude all liability for loss or damage arising from the use of or reliance on this article. Readers should obtain advice on their specific circumstances before acting or refraining from action.

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Names and trademarks of the entities discussed belong to their owners and are used for identification only. Their mention implies no endorsement, affiliation or allegation of wrongdoing. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. Corrections and updates: contact@ressos.com.

© 2026 Dr Alexander Ressos. This article may be quoted with attribution to SingaporeIQ (SingaporeIQ.com). Reproduction in full and any commercial use require prior written consent. The Legal Terms at https://singaporeiq.com/legal-terms apply.

Author contact: Dr Alexander Ressos, TEP · contact@ressos.com

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.